

Les relations entre la Turquie et l'Asie centrale turcophone 1991-2004

Bayram Balci

Les Turcs ont toujours avancé d'Orient en Occident
Mustafa Kemal

Les relations entre la Turquie (l'Empire ottoman) et l'Asie centrale ont toujours été extrêmement limitées. D'abord parce que le cœur de cette dernière, Boukhara, était très loin d'Istanbul et pouvait difficilement être incorporé dans la politique étrangère ottomane. Il y avait encore la question de l'enclavement : les souverains de Khiva, Kokand et Boukhara, les khanats et les émirats du Turkestan, intégrés dans l'Empire russe, puis séparés des Ottomans par les rivaux séfévides chiites (considérés comme hérétiques), ne pouvaient que difficilement établir des liens avec Istanbul. Mais il y avait une raison sous-jacente plus profonde : depuis la bataille de Mantzikert en 1071 (soit l'entrée des Turcs en Anatolie) jusqu'au siège de Vienne en 1683¹ et en passant par la prise de Constantinople en 1453, la politique étrangère d'Istanbul a toujours été tournée vers l'Ouest. L'Empire ottoman était si peu intéressé par l'Est qu'il se nommait lui-même *Devlet-i Rum*², c'est-à-dire celui de Rome, des Grecs, de l'Europe et de sa partie européenne. L'objectif des Ottomans avait toujours été de convertir l'Europe (à commencer par les Balkans) à l'islam, d'où ce peu d'intérêt pour les territoires turco-musulmans de l'Est.

Chaque fois que l'Empire ottoman sortit de cette réserve, ce fut contraint et forcé. D'abord parce que le Sultan dut faire pression sur le Tsar qui s'était auto-

Bayram BALCI, *IFEA/Programme Caucase Istanbul*.

1. Cf. Joël Comette, « Les Turcs assiègent Vienne », *L'Histoire*, n°268, septembre 2002.

2. Cf. Anthony Hyman, « Turkestan and Panturkism revisited », *Central Asian Survey*, vol. 16, n°3, 1997, p.25.

proclamé protecteur des chrétiens ottomans pour que celui-ci n'offensât pas les musulmans dans leur foi. Et il y aura quelques protestations formelles quand les Russes prendront Kokand en 1865, Boukhara en 1868, et Khiva en 1873. Autre cas de figure : les guerres fréquentes avec la Perse, surtout dès lors que les chiites faisaient peser une menace sur le sunnisme, en particulier quand ils barraient la route de la Mecque aux pèlerins.

C'est quand l'Empire ottoman amorce son déclin que les relations avec les États d'Asie centrale connaissent un relatif développement³. D'abord par le bais du *hadj* (pèlerinage) : le faciliter augmente le prestige de la famille ottomane à l'étranger⁴. Illustration, encore, d'un rapprochement progressif, l'arrivée en nombre certes limitée d'étudiants originaires de la région à Istanbul⁵.

Même si le pouvoir turc était soucieux de courtiser les États turcophones dans les années 1990 et a influencé la recherche historiographique dans le sens d'une surestimation, les relations entre la Turquie ottomane et l'Asie centrale furent en définitive traditionnellement limitées et superficielles.

Cette « rupture » ne fit que se confirmer au début de l'ère républicaine et kémaliste à partir des années 1920. Une évolution séparée qui est paradoxalement concomitante à l'émergence d'un puissant mouvement de solidarité avec les Türk (de l'univers turcophone) du monde entier⁶. Ce turquisme ou panturquisme (irrédentisme plus ou moins important) est issu de la turcologie occidentale ; le développement de cette nouvelle science faisant prendre conscience aux intellectuels des Empires ottoman et russe de racines « communes » ou, à tout le moins, d'une proximité de culture⁷. Un courant qui oscille dès le départ entre islamisme et panturquisme et dont la nature peut être culturelle ou politique⁸. Ces conceptions se répandant chez les Turco-Tatars de Russie qui en font

3. Cf. les travaux de Mehmet Saray, notamment *Rus işgali devrinde Osmanlı Devleti ile Tırkestan Hanlıkarı arasında Siyasi Münasebetler (1775-1875)*, Istanbul, Türk Tarih Kurumu, 1994.

4. Cf. Suriya Faroqhi, *Pilgrims and Sultans. The Hajj Under the Ottomans*, Londres, New York, I. B. Tauris and Co. Ltd., 1994, p. 139-142.

5. Sur les relations entre l'Empire ottoman et les populations musulmanes de Russie, les *TC Başbakanlık Osmanlı Arşivi, Irade-i Hariciye, Yıldız Sadaret Hususi, Dosya 386, sıra n°97*. Ces archives ont été commentées par Ahmet Salih Bıçakçı, « Un bref aperçu sur les relations entre l'Empire ottoman et l'Émirat de Boukhara », dans Bayram Balci et Bertrand Buchwalter (dir.), *La Turquie en Asie centrale*, Dossiers de l'Institut Français d'Études Anatoliennes, n°5, janvier 2001, p.20-22.

6. Nous utilisons « turc » pour tout ce qui se rapporte à la Turquie et « türk » pour désigner des réalités touchant au monde turcophone.

7. Cf. Jacob Landau, *Pan-Turkism, From Irredentism to Cooperation*, Londres, Hurst & Company, 1995.

8. Cf. François Georgeon, « Le rêve panturc », dans Stéphane Yerasimos (dir.), *Les Turcs, Orient, Islam et laïcité*, Paris, Autrement, 1994, p.197-209.

un levier dans leur combat contre la russification et pour la réunion éventuelle aux Türk du Turkestan, voire de Turquie. Réprimé en Russie, ce courant trouvera un nouveau souffle en Turquie chez des membres éminents du comité Union et Progrès, comme le fougueux et mégalomane Enver Pacha qui tombera justement en Asie centrale alors qu'il emmenait la guérilla *basmatchi* contre les forces bolcheviques⁹.

Brièvement allié des bolcheviques, Mustafa Kemal dote la Turquie de représentations nationales limitées à l'assise anatolienne. C'est désormais dans la clandestinité que va opérer l'idéologie panturquiste qui dérive lentement, à partir des années 1930, vers la droite réactionnaire. Réactivée pendant la Seconde Guerre mondiale par les agents nazis en poste sur le territoire turc et désireux d'amener le pays à s'engager contre l'Union soviétique, elle se confond alors avec les anticommunismes de tous bords, et ce sont souvent des réfugiés du Caucase et d'Asie centrale qui la nourrissent¹⁰. Elle deviendra dans les années 1970 un véritable parti politique, puissant et disposant d'une base sociale considérable, le Parti du mouvement national (*Milliyetçi Hareket Partisi*), dirigé par Alparslan Türkeş, composante de divers gouvernements et alors plus extrémiste qu'il ne l'est aujourd'hui¹¹ – il fait partie de la coalition tripartite au pouvoir depuis novembre 2002. Le panturquisme, qui n'était plus que survivance – solidarité avec les Türk et anticommunisme – quand l'URSS se disloqua, refait surface en ce début des années 1990 avec l'indépendance des républiques turcophones ; c'est-à-dire que, précisément au moment où la Turquie décide sur fond de contexte international inédit de réviser sa politique en direction des populations turcophones, la droite turque possède l'immense avantage d'avoir seule, sur l'échiquier politique, un discours tout prêt à destination du « monde turc » en gestation. Un discours qui pêche par son caractère sentimental et émotionnel et va peser négativement sur la politique officielle dont certaines erreurs de taille, dans le contexte, s'expliquent au moins en partie par là.

9. Cf. Şevket Süreyya Aydemir, *Makedonyadan Orta Asya'ya Enver Paşa*, Istanbul, Remzi Kitabevi, 1972.

10. Cf. Lowell Bezaianis, « Soviet Muslim émigrés in the Republic of Turkey », *Central Asian Survey*, vol. 13, n°1, 1994, p. 59-180.

11. À plusieurs reprises décrété illégal.

Fin de l'URSS : des ambitions qui échouent

Le retour au réalisme :

priorité à la coopération culturelle, pédagogique et religieuse

Il y a traditionnellement à Ankara trois groupes qui rivalisent en matière de politique extérieure turque. D'abord les kémalistes et proeuropéens qui ont prôné au début des années 1990 un meilleur usage de l'Asie centrale pour renforcer le poids de la Turquie en Europe. Ensuite les islamistes, fidèles à leur tradition de renforcement de la coopération avec le monde musulman, qui militent afin que l'Asie centrale soit mieux intégrée dans un bloc islamique, et implicitement pour que la Turquie serve de leader à celui-ci. Les turquistes ou panturquistes, enfin, se désintéressent tant de l'Occident que du monde musulman et ont un projet strictement panturc d'association des États turcophones à la Turquie¹². Les premiers sommets de la turcophonie étaient orchestrés par des leaders panturquistes dont Alparslan Türkeş. De même pour la section *türk dünyası* (monde turc) du ministère des Affaires étrangères où bon nombre de responsables étaient connus pour leurs idées panturquistes. Enfin et sans doute plus grave pour la politique centrasiatique de la Turquie, les universitaires spécialistes de l'aire turcophone se caractérisaient au moins par une sensibilité turquiste, par un certain sentimentalisme et romantisme.

Les premières initiatives de la Turquie en Asie centrale avaient été lancées sous le signe de la prudence. Turgut Özal, alors Premier ministre, allait signifier aux Soviétiques et à la communauté internationale, lors d'une visite à Moscou puis en Asie centrale, qu'Ankara n'entendait nullement s'imposer dans les républiques turcophones où soufflait déjà le vent de l'indépendance¹³. Une prudence rapidement oubliée après les indépendances suivies d'un véritable ballet diplomatique entre la Turquie et les nouvelles républiques. Les chefs d'État centrasiatiques se rendent tous à Ankara dès 1991 ; de même, en sens inverse, pour les plus importants architectes de la politique turque en Asie centrale : Hikmet Çetin, Süleyman Demirel et Turgut Özal à Almaty, Bichkek, Tashkent et Ashkhabad¹⁴.

12. Cf. Hakan Yavuz, « Turkish Identity Politics and Central Asia », dans Ronald Z. Sagdeev, Susan Eisenhower (dir.), *Islam and Central Asia : An Enduring Legacy or an Evolving Threat ?*, The Center for Political and Strategic Studies, Washington D.C., 2000, p. 193-211.

13. Cf. Heinz Kramer, « Will Central Asia Become Turkey's Sphere of Influence », *Perceptions*, mars-mai 1996, p. 112-127.

14. Cf. Hulusi Turgut, *Adriyatik'ten Cin Seddi'ne Avrasya ve Demirel*, I, Istanbul, ABC Yayınları, 2001, pour les multiples voyages de Süleyman Demirel qui détient ici le record. Cf. Bayram Balci & Bertrand Buchwalter, *op. cit.* p. 88-92 pour la chronologie des faits.

Il s'agissait de soumettre aux nouveaux États un modèle, turc, de transition politique et économique. Ceci avec les encouragements des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest, inquiets de tentations possibles par l'islamisme ou même l'Iran en Asie centrale. Plusieurs volets à ce plan..

Rompre en premier lieu avec le dirigisme économique hérité de la période soviétique. L'objectif étant parallèlement de faciliter les investissements turcs dans toute la région. Par exemple, à travers les crédits de l'Eximbank, la banque turque du commerce extérieur¹⁵. L'agence turque de coopération et de développement, TİKA, avait encore pour but d'aider ces pays à se réformer à tous les niveaux : comptabilité, privatisation, gestion du personnel, etc.¹⁶

En termes politiques, était proposée aux républiques une laïcité à la turque. Les personnalités occidentales allant dans le même sens et promouvant le système turc dans la région¹⁷. Le tout reposant sur un constat erroné, car les Turcs comme les Occidentaux, obnubilés par le fondamentalisme iranien, négligeaient l'essentiel : les sociétés centrasiatiques, bien plus sécularisées que la société turque, risquaient fort peu de verser dans l'islamisme.

Le modèle turc révéla très vite ses limites. Les dirigeants d'Ankara avaient eu avant tout le tort de faire trop de promesses aux États d'Asie centrale et ils n'étaient pas à la hauteur de la tâche, immense, qu'ils s'étaient fixée : assistance économique ; formation des nouvelles élites civiles et militaires ; soutien à la réforme de l'alphabet ; aide à l'insertion dans le système international (ONU, OCE – Organisation de coopération économique –, OSCE). On note cependant qu'ils étaient à l'origine encouragés à se présenter en tant que frère aîné et à formuler des projets grandioses par les républiques elles-mêmes, lesquelles envisageaient l'indépendance à venir avec anxiété. « Un temps viendra où nous siégerons dans le même parlement », déclarait Islam Karimov, le président ouzbek, à son homologue turc en mars 1992¹⁸. Les élites centrasiatiques elles-mêmes, comme en atteste la lecture des organes de presse de l'époque, s'adressaient à la Turquie en tant que modèle ; il y aurait eu une voie turque à suivre¹⁹. Ce qui explique mieux une politique turque à l'origine aussi prétentieuse.

15. Cf. Bayram Balci, « Les relations économiques entre la Turquie et les républiques turcophones d'Asie centrale », dans Bayram Balci, Bertrand Buchwalter, *op. cit.* p. 57-66.

16. Cf. Bayram Balci, « TİKA : une agence turque de coopération et de développement en Asie centrale », *ibid.*, p. 69-70.

17. Cf. Heinz Kramer, *op. cit.*

18. Cité par Anoushiravan Ehteshami, Emma Murphy, « The Non-Arab Middle East States and the Causasian/Central Asian Republics », *International Relations*, décembre 1993, p.522.

19. Cf. la revue ouzbèke *Nafosat*, n°3-4, 1992 pour la volonté de s'inspirer des Turcs.

Par la suite, en revanche, les audaces d'Ankara et son volontarisme devaient irriter les dirigeants centrasiatiques soucieux de préserver une indépendance fraîchement acquise et qui ne tenaient pas à changer purement et simplement de puissance tutélaire. Le président Turgut Özal ne confiait-il pas aux journalistes que la Turquie allait faire son entrée dans le XXI^e siècle en tant que puissance régionale²⁰ ? Et les Russes ne pouvaient que s'en trouver exaspérés²¹.

Meilleure illustration de cette politique excessivement ambitieuse : l'échec global des sommets de la turcophonie, de 1992 à 2000, illustrant surtout l'impréparation de la diplomatie d'Ankara aux bouleversements géopolitiques et qui se réduisirent progressivement à l'affirmation rituelle des liens culturels et historiques – le plus petit dénominateur commun, les rêves turcs d'institutionnalisation plus poussés, s'étant évanoui²².

Le premier des 30 et 31 octobre 1992 à Ankara eut des résultats très en deçà des attentes. Turgut Özal eut beau proclamer que le XXI^e siècle serait turc, et évoquer l'aménagement d'un marché commun, la mise en place d'une banque de commerce et d'investissement, ainsi que la construction d'un pipeline reliant l'Asie centrale et l'Azerbaïdjan aux marchés mondiaux *via* la Turquie. Les présidents ouzbek et kazakh écartèrent tout mécanisme supranational. Il fallut, signe qui ne trompait pas, recourir très rapidement à des interprètes : c'est le russe qui était le véhicule le plus commode entre turcophones. Seul résultat : une « déclaration d'Ankara » aux contours plutôt vagues.

À Istanbul, le 19 octobre 1994, le succès relatif fut dû au fait que la Turquie avait revu ses ambitions à la baisse. Un avant-projet circulant parmi les participants afin que soit évitée la déconvenue d'Ankara. La première question qui allait dominer le sommet : celle du Haut-Karabakh, Turquie et Azerbaïdjan peinant à convaincre les partenaires de ce qu'il fallait inviter l'Arménie à respecter les résolutions des Nations unies. Autre dossier crucial, celui du pipeline : là encore, on avait l'impression d'avoir avancé puisqu'était mentionné un tracé le plus court et le plus économique qui soit, c'est-à-dire dans l'esprit de la plupart des observateurs à travers la Turquie. Réaction d'ailleurs immédiate des Russes mettant en garde contre toute résurgence de panturquisme et ne dissimulant pas leur hostilité à un sommet organisé « sur fondements ethniques », de surcroît susceptible d'« attiser les conflits » dans l'espace ex-soviétique.

Les sommets de Bichkek (28 août 1995), de Tashkent (22-23 octobre 1996) et d'Astana (9 juin 1998) ne furent pas l'occasion de réelles avancées. Karimov

20. Cf. Philip Robins, « Turkey's Ostpolitik, Relation With the Central Asian States », dans David Menashri (dir.), *Central Asia Meets the Middle East*, Londres, CASS, 1998, p. 129-149.

21. Cf. Heinz Kramer, *op. cit.*

22. Cf. Bertrand Buchwalter, « Les sommets de la turcophonie », dans Bayram Balci, Bertrand Buchwalter, *op. cit.*, p. 23-26.

exprimant au demeurant des réserves sur ces rencontres trop politisées à son goût, pour ne pas hésiter, en marge du dernier, à relativiser la solidarité entre peuples turcs en rappelant les rivalités malsaines qui avaient marqué les précédents événements ; et suggérer, évoquant l'exemple des Ouïgours de la province chinoise du Xinjiang qui sollicitaient l'aide des pays turcophones, qu'il n'entendait pas compromettre les relations sino-ouzbèkes²³.

Le sommet de Bakou (8-9 avril 2000) allait mettre en lumière les failles du bloc turcophone. La solidarité volant cette fois en éclats avec l'absence remarquée des présidents turkmène et ouzbek qui s'étaient fait représenter par leurs présidents de parlement respectifs. On assura à Tashkent que Karimov était malade ; en réalité, son absence tenait à la détérioration des relations turco-ouzbèkes depuis l'installation à Istanbul des deux opposants Mohammad Salih et Abdurrahim Polatov, tous deux *persona non grata* dans leur pays ; les ouzbeks accusant encore Ankara d'avoir voulu déstabiliser leur régime laïque en participant à la préparation des six explosions du 16 février 1999 dans la capitale (seize morts et plus de cent blessés) ; les étudiants ouzbeks furent, tout comme en 1994, rappelés au pays et on ferma les écoles turques. L'absence du président turkmène, Separmourad Nyazov, trouve son explication, elle, dans le différend qui oppose le Turkménistan à l'Azerbaïdjan sur le partage des richesses de la mer Caspienne²⁴.

Bilan turc : plus que la coopération politique ou énergétique, c'étaient en définitive les aspects culturels et pédagogiques qui pouvaient à terme canaliser un rapprochement entre les différents États turcophones.

Il y avait eu naguère des projets utopiques qui renvoyaient au rêve d'une langue littéraire commune à tous les peuples *türk* de la Sibérie, de l'Asie centrale, du Caucase et de l'Anatolie. Comme chez les intellectuels tatars de Kazan ou de Crimée qui voulaient présenter un front uni à l'impérialisme tsariste, Ismail Gaspirali (Gasprinski), Tatar de Crimée, proposant par exemple dans son journal *Tercüman* « interprète » d'unifier les langues *türk* en un parler commun, plutôt proche de celui d'Istanbul. Le pouvoir tsariste qui s'y connaissait en géopolitique des langues se rangea au contraire aux conceptions du célèbre orientaliste Ilminsky qui avait l'oreille du monarque et suggéra de doter chaque dialecte *türk* d'une grammaire spécifique. Une diversification qu'allait encore accentuer la soviétisation par républiques distinctes de l'Asie centrale.

23. RFE/RL, « Karimov on Turcuk unity », 9 juin 1998.

24. Les négociations aboutissant enfin en octobre 2002 sur le seul pétrole azéri qui doit être acheminé par pipeline, suite à l'accord de 1999 entre Azerbaïdjan, Géorgie, Turkménistan et Turquie, de Bakou au port turc de Ceyhan. Les travaux ont commencé dès la signature, cf. les numéros de fin septembre et de la première quinzaine d'octobre 2002 de *Zaman*, *Cumhuriyet* et *Radikal*.

De même la volonté à Ankara, une fois l'URSS disparue, de forger une langue commune (*ortak türkçe*) qui devait permettre à long terme une intégration entre les États turcophones et la Turquie. L'intercompréhension entre locuteurs d'un même sous-groupe des langues turques étant toujours plus ou moins possible, mais devenant très problématique quand on passe d'un sous-groupe à l'autre : un Turc d'Istanbul sait se faire comprendre à Bakou ou à Ashkhabad, même s'il a plus de difficultés avec un Turkmène qu'avec un Azéri ; mais s'il se rend à Almaty ou à Bichkek, il lui faudra un interprète. Les Turcs incitent leurs partenaires d'Asie centrale à substituer l'alphabet latin au cyrillique²⁵. Ils avaient en fait, dès le début des années 1990, travaillé à un alphabet commun pour toutes les langues turques. Les ministres de la Culture et de l'Éducation de Turquie, d'Azerbaïdjan et des quatre États d'Asie centrale s'étaient même mis d'accord sur une *TÜRKSÖY, Türk Kültür ve Sanatları Ortak Yönetimi* (administration commune pour la culture et les arts *türk*²⁶). Dirigé par Ahmet Bican Ercilasun, responsable de la très officielle et prestigieuse Fondation pour la langue turque (*Türk Dil Kurumu*) créée par Atatürk, et avec l'implication de nombreuses institutions dont l'université de Marmara, le projet aboutit à l'adoption d'un alphabet commun *türk* de 34 lettres latines²⁷. L'idée était que chaque État puise dans le projet ce qui lui semblait convenir ; donc non pas que les États l'adoptent tel quel, mais qu'ils s'en inspirent plutôt pour mener à bien leur réforme linguistique²⁸.

Le résultat fut mitigé. Les Azéris (décembre 1991), les Tatars de Crimée et les Karakalpaks (république autonome au sein de l'Ouzbékistan) adoptèrent un alphabet latin « conforme » à l'*Ortak Türk Alfabeti* (alphabet panturc). Le Turkménistan (avril 1993) et l'Ouzbékistan (septembre 1994), en revanche, latinisèrent leur transcription, mais sans se référer aux propositions turques²⁹. Quelques signes diffèrent notamment en turkmène, Ashkhabad ayant tenu à reprendre le signe de la livre anglaise pour son J. L'ouzbek a, pour des raisons de commodité, adopté un alphabet susceptible d'être transcrit par n'importe quel clavier international et exclu à ces fins des signes trop spécifiques. Les Turcs, conscients des difficultés de l'entreprise, réorientèrent alors leur politique culturelle dans deux autres directions.

25. Des alphabets latins avaient remplacé les caractères arabes dans les années 1920, mais on introduisit dans les années 1940 la cyrillisation généralisée.

26. Elle édite une revue du même nom et a un site Internet : www.turksoy.com.tr. Charte du 12 juillet 1993.

27. Cf. Ahmet Bican Ercilasun, *Örneklerle Bugünkü Türk Alfabeleri*, Ankara, Kültür Bakanlığı, 1997 (plusieurs éditions).

28. Entretien avec Alâettin Korkmaz, conseiller culturel auprès de l'ambassade de Turquie au Kazakhstan qui a travaillé dans l'entourage du ministre de la Culture, notamment à la section « monde *türk* », Almaty, avril 1998.

29. Cf. Ahmet Bican Ercilasun, « Tarihten Geleceğe Türk Dili », *Yeni Türkiye*, 1997, n°15, p. 187-191.

D'abord, la mise en œuvre d'une promotion des cultures des États d'Asie centrale par l'intégration de celles-ci aux manuels scolaires turcs. En Turquie, tout manuel reproduit en première page un portrait d'Atatürk, la seconde faisant figurer l'hymne national et le drapeau ; la dernière page présentait invariablement, jusqu'en 1991, une carte administrative du pays. Depuis, une autre carte a été juxtaposée à celle-ci, celle du monde turc, *Türk Dünyası*, représentant tous les espaces géographiques où l'on parle une langue *türk*. Les écoliers prennent ainsi conscience d'un immense « monde turc allant de l'Adriatique à la Grande Muraille de Chine ». Des organismes publics et (surtout) privés promeuvent des travaux culturels ou scientifiques sur l'Asie centrale turcophone. La littérature de ces pays est de plus en plus traduite en turc et présentée aux Turcs comme faisant partie du patrimoine *türk*³⁰.

C'est encore le pari éducatif : participer à la formation des élites de l'Asie centrale postsoviétique en accueillant des milliers d'étudiants dans les universités de Turquie. Lancé en 1992-1993, le projet « 10 000 étudiants du monde *türk* » se concrétisant en un premier temps sous forme d'accords au niveau ministériel³¹.

Tableau 1 : Nombre d'étudiants inscrits dans les universités turques en 1997³²

Kazakhstan	1 178
Kirghizstan	804
Ouzbékistan	438
Turkménistan	226
Reste des communautés <i>türk</i> d'Asie	1 710
Pays balkaniques	1 396
<i>Total</i>	<i>5752</i>

30. Deux fondations privées, ici, se distinguent : la Fondation pour la recherche sur le monde turc (*Türk Dünyası Araştırmaları Vakfı*), ouvertement panturquiste, surtout implantée en Azerbaïdjan et qui publie des ouvrages de qualité médiocre, contribuant malgré tout à sensibiliser une frange de l'opinion publique sur ces sujets, www.tdav.com.tr. Autre fondation, plus religieuse que nationaliste, celle des journalistes et écrivains de Turquie, *Türkiye Gazeteciler ve Yazarlar Vakfı*, TGYV, beaucoup plus efficace, www.yazarlarvakfi.com.tr, qui promeut des auteurs populaires comme Tchingiz Aitmatov, Muhtar Shahanov, Oljas Suleymanov, Abdullah Aripov. Les écrivains bénéficiant de semblable promotion en Turquie appartiennent tous au « sèraïl » ; ceux qui sont fondamentalement turquistes obtiennent l'appui des milieux de droite, mais rarement celui de l'État.

31. Lors de la conférence des ministres de l'Éducation nationale des pays turcophones du 18 au 23 mai 1992 à Ankara. La seconde conférence eut lieu à Bichkek du 29 septembre au 3 octobre 1992. Cf. Köksal Toptan, « Türk Dünyasında Eğitim », *Yeni Türkiye*, 1997, n°14, p. 693-695.

32. Cf. Mehmet Sağlam, « Türk Cumhuriyetleri il Eğitim İlişkilerimiz », *Yeni Türkiye*, n° 1997, n°14, pp. 683-684.

Les chiffres évoluant chaque année en fonction du nombre de diplômés, du renouvellement ou non des contrats et des abandons d'étudiants (non négligeables et sans doute dus au montant trop faible des bourses allouées³³). Mais il s'agit d'un formidable thermomètre des relations entre la Turquie et ces États. Celui qui envoie le plus d'étudiants reste le Kazakhstan. L'Ouzbékistan, qui est le pays le plus peuplé d'Asie centrale, en envoie par contre de moins en moins à cause de ses relations détériorées avec Ankara : 438 personnes en 1996-1997, 12 en janvier 2000 au lendemain de la crise entre les deux pays. Les étudiants turkmènes sont de plus en plus nombreux à venir : au-delà de 1800 en janvier 2000.

Les autorités turques encouragent de leur côté la jeunesse turque à suivre des études en Asie centrale.

Tableau 2 : Nombre d'étudiants turcs inscrits dans les universités centrasiatiques en 1997³⁴

Kazakhstan	12
Kirghizstan	34
Ouzbékistan	103
Turkménistan	36
<i>Total</i>	<i>186</i>

Un chiffre en hausse bien qu'il reste globalement faible. C'est paradoxalement dans les pays qui lui envoient le moins d'étudiants que la Turquie en envoie le plus. Le cas de l'Ouzbékistan, qui intéresse de près les universitaires turcs, étant à cet égard révélateur.

La Turquie a également ouvert des écoles primaires, des lycées et des universités comme des centres linguistiques dans les républiques indépendantes. Et ceux-ci ont été inaugurés par des personnalités en visite officielle. Les lycées *Anadolu Koleji* à caractère scientifique et de très bonne réputation sont gérés par les ambassades ou plus précisément par les attachés linguistiques qui sont de véritables ministres dans le pays d'exercice : ils doivent superviser les échanges d'étudiants, l'administration des écoles turques ou des universités créées sur place³⁵.

33. Le nombre baisse en général. Les diplômés n'ont pas tous été remplacés. Les responsables turcs privilégient eux-mêmes la qualité et une meilleure distribution des bourses.

34. Le nombre d'étudiants turcs en Asie centrale connaît une forte croissance depuis quelques années.

35. Entretiens de 1996 à 1999 avec Ahmet Sevgi, attaché linguistique près l'ambassade de Turquie à Tashkent.

Tableau 3 : Établissements d'enseignement ouverts par les autorités turques en Asie centrale, en 1997³⁶

Kazakhstan	1
Kirghizstan	3
Ouzbékistan ³⁷	8
Turkménistan	3
<i>Total</i>	<i>15</i>

Au Kirghizstan et au Turkménistan, l'État turc a créé des lycées professionnels pour répondre à la demande des autorités.

Les statistiques du Kazakhstan ne font référence qu'à l'unique centre de langue turque créé par l'ambassade. L'université turco-kazakh *Ahmet Yesevi*, du nom d'un mystique *türk* du XIII^e siècle, exploite massivement ce lieu commun de mémoire très important, notamment pour les Anatoliens, les Turkmènes, les Kazakhs et les Ouzbeks. Située dans la ville historique de Turkestan, patrie du mystique et berceau de la confrérie *yeseviyya*, l'institution impressionne surtout par sa taille : plus de 300 ha cédés par les autorités kazakhs. Un projet d'agrandissement est d'ailleurs à l'étude et doit permettre une augmentation de la capacité d'accueil qui est déjà de 10 000 étudiants. Cette université veut attirer des étudiants de tous les pays *türk* même si 90 % sont actuellement originaires du Kazakhstan. Ceux qui viennent de Turquie sont aujourd'hui une minorité d'environ 500 personnes, mais les administrateurs assurent que leur part va s'élever dans les années à venir. La direction est mixte : pour moitié kazakh, pour moitié turque. L'établissement restant très marqué par le charisme de Namik Kemal Zeybek, ex-ministre de la Culture et proche de l'ancien président turc Süleyman Demirel.

L'université a pour objectif d'enseigner le turc aux jeunes Kazakhs, de les sensibiliser à l'histoire commune, aux mouvements d'idées, à la géographie et à l'actualité politique du monde *türk*³⁸. Les étudiants venus de Turquie apprennent le kazakh et le russe, les deux autres langues d'enseignement que le turc. Tout diplômé doit être en mesure de parler couramment le turc et le kazakh³⁹.

36. Mehmet Sağlam, *op. cit.*

37. Le gouvernement ouzbek a fermé toutes les écoles publiques turques présentes en Ouzbékistan en septembre 2000. Le motif est toujours le même : les relations politiques se sont détériorées entre les deux pays.

38. L'article 2 de la charte de l'université proclame qu'il s'agit de former les jeunes de la République de Turquie, du Kazakhstan et de toutes les autres républiques d'Asie centrale à la même conscience nationale *türk*, *Türklük Bilinci*.

39. Il n'y en réalité pas encore de bilinguisme, mais les structures se mettent à peine en place.

Il y a cependant différence d'appréciation. Pour les Turcs, cette université est un laboratoire de la turcité. Les Kazakhs ont plutôt tendance à la considérer comme un de leurs établissements : la plus grande université du sud en crise ; particulièrement importante pour un régime en panne de symboles. L'idéal *türk* est donc moins fort chez les seconds que chez les premiers⁴⁰.

S'inspirant de l'expérience kazakh, le gouvernement turc a négocié avec les autorités kirghiz la fondation de l'université Manas, du nom de la célèbre geste kirghiz dont le millénaire fut commémoré officiellement en 1995. Inaugurée par le président Süleyman Demirel, elle est de taille beaucoup plus modeste : 500 étudiants en 1997-1998, un chiffre destiné cependant à grossir dans les années à venir⁴¹. Même esprit qu'à Turkestan, la turcité étant placée au cœur de la mission pédagogique et idéologique de l'établissement⁴². Les premiers diplômés ne sortiront qu'en 2003-2004, mais tout porte à croire que l'université sera fréquentée par une jeunesse avide d'ouverture sur le monde extérieur.

Les efforts déployés par la Turquie en matière de diffusion de la langue ne se limitent pas à l'école. La télévision occupant une place importante dans sa politique culturelle. Le lancement par la fusée Ariane du satellite turc de communication *Türksat*, prévu à l'origine à destination des communautés turques d'Europe occidentale et bien avant les indépendances, avait rendu possible la diffusion de deux chaînes de télévision : Avrasya et trt International, ces deux canaux se partageant actuellement le temps d'antenne accordé à la Turquie par les États d'Asie centrale⁴³. Les accords signés mesurent assez fidèlement l'intérêt et l'ouverture de l'un ou l'autre pays à la culture turque : le Turkménistan demandant par exemple plus d'heures d'émission que l'Ouzbékistan, le Kazakhstan étant plus demandeur que le Kirghizstan.

Certains voudraient qu'Avrasya, au service de la turcité, diffuse exclusivement des informations sur le monde turc⁴⁴. La littérature, l'histoire et la géogra-

40. Cf. pour les motivations kazakhs, en particulier celles données par le président Noursultan Nazarbaiev, *Bes Jil Bes Beles*, Almay Rauan, 1996, la brochure de présentation de l'université. Il y a par ailleurs une lecture proprement kazakh et nationale de Yesevi, alors que celle des Turcs reste turquisante, entretien avec Mustafa Koç, professeur d'histoire à l'université Ahmet Yesevi, Turkestan, avril 1998. Les Turcs critiquant en revanche le coût excessif de l'établissement et on estime en Turquie que de telles dépenses n'auraient pas dû être réalisées dans un pareil désert.

41. Entretien avec Osman Çiğdem, professeur de turc à l'université de Manas, Bichkek, avril 1999.

42. www.manas.kg et *Genç Manas*, la brochure de présentation de l'université.

43. Cf. Stéphane de Tapia, « Türksat et les républiques turcophones de l'ex-URSS », *CEMOTI*, n° 20, 1995, p. 399-413.

44. Par exemple Namik Kemal Zeybek qui a conçu l'idée d'une chaîne turque pour l'Asie centrale.

phie de chacun des États constituent l'essentiel des programmes. La Turquie n'est pas mise en avant, mais elle est partout sous-jacente, que ce soit par le contenu des émissions ou bien la langue utilisée. Le projet initial d'employer sur la chaîne une langue turque simplifiée, susceptible d'être comprise par les centrasiatiques, a été abandonné, même s'il réapparaît de temps en temps dans les colonnes de la presse turque⁴⁵.

Difficile de mesurer la popularité de la chaîne en Asie centrale. Tout le monde la connaît. Les intellectuels la regardent et comprennent un peu les émissions. L'homme de la rue préfère les programmes russes ou nationaux plus familiers et plus proches. Ce qui ne permet pas de parler d'échec, la turcité possédant là un canal de diffusion non négligeable.

Dernier volet de la politique culturelle turque : la religion, d'autant plus intéressant qu'il émane d'une république résolument laïque. La Turquie veut jouer toutes les cartes d'implantation possibles. Et si elle cherche à « exporter » son modèle d'islam en Asie centrale, c'est parce que les indépendances se sont accompagnées d'un regain d'intérêt pour les questions religieuses, un mouvement issu des sociétés civiles et canalisé par les régimes en place⁴⁶. On pense à Ankara que la religion pourrait être un facteur de rayonnement. C'est pourquoi, justement, la très officielle *Diyamet İşleri Başkanlığı*, la Direction des Affaires religieuses, véritable ministère des Cultes, gère ce volet. Avant l'effondrement de l'URSS, la politique extérieure de cet organisme était circonscrite à l'Allemagne où la présence d'une importante communauté turque justifiait son action. Ses effectifs ont considérablement augmenté avec la « géographie des possibles » du début de la décennie 1990. L'*Avrasya Islâm Şurası* (Conseil islamique d'Eurasie), patronné par la Turquie, est un autre levier : il réunit les autorités religieuses de plusieurs pays du Caucase, des Balkans et d'Asie centrale⁴⁷.

La Turquie veut participer à la formation des élites religieuses d'Asie centrale, soit en accueillant les étudiants ouzbeks, kazakhs ou turkmènes. Soit par le biais d'établissements créés sur place. Ainsi à Och (Kirghizstan), à Ashkhabad (Turkménistan) et à Chimkent (sud du Kazakhstan), Ankara a financé des facultés de théologie dotées d'équipements modernes et animées par un corps enseignant de qualité. Il s'agit de villes plutôt conservatrices. Och abrite la tombe d'un saint musulman local légendaire et vénéré, Suleyman ; c'est sans doute la ville la plus ancienne de toute l'Asie centrale et elle a

45. Cf. Enes Cansever, *Zaman*, 25 juin 1995.

46. Le président ouzbek Islam Karimov a effectué une visite à Djedda et un pèlerinage à La Mecque en avril 1992. Son *hadj* étant perçu par les autorités saoudiennes comme le signe précurseur d'une réislamisation de l'Asie centrale.

47. Cela a été le cas jusqu'ici en octobre 1995, en octobre 1996, en mai 1998 (sur le territoire turc) et en juillet 2000 à Sarajevo.

toujours été un carrefour pour le commerce et les idées, notamment religieuses. À Ashkhabad, la faculté de théologie rattachée à l'université d'État Mahtumkuli (la seule de la ville), est doublée d'un lycée religieux, semblable à un *Imam – Hatip Lisesi* (où l'on forme – privé ou public – les cadres religieux du pays) de Turquie.

Ces facultés connaissent un grand succès. Presque gratuites, elles offrent de surcroît une formation ouverte sur l'étranger. La Turquie accueillant les étudiants de première année environ dix mois pour les former linguistiquement. Les jeunes ne sont pas enfermés dans des carrières d'enseignement religieux.

Il y a là une action qui assoit l'influence d'Ankara dans la région. La proximité entre l'islam turc et celui d'Asie centrale – sunnisme, culte des saints, mysticisme – contribuant encore à un large écho.

La place du secteur privé en Asie centrale

De nombreux entrepreneurs turcs, soucieux de ne pas rester inactifs devant l'ouverture de l'immense marché qu'allait constituer l'ex-URSS, s'étaient orientés vers l'Est avant même les déclarations d'indépendance. On compte de nos jours des centaines d'entreprises turques dans chaque république, de la restauration à la construction et aux travaux publics, en passant par la presse et les écoles. Ceci entraîne l'arrivée massive de travailleurs dont le contact avec les populations locales sert indirectement la diffusion de la langue et de la culture turque dans les pays en question⁴⁸.

Les activités du secteur privé turc en Asie centrale sont souvent associées à la démarche missionnaire d'une néoconfrérie dirigée par le charismatique et mystérieux Fethullah Gülen, dont l'objectif est de réimplanter l'islam, ou mieux sa version de l'islam, dans une région demeurée longtemps sous régime communiste⁴⁹. Ce mouvement qui a son origine à Izmir au début de la décennie 1970 sera très largement promu par les militaires durant les années 1980 dans le contexte d'un contrepois religieux au communisme ; il s'est tout de suite spécialisé dans la fondation et la gestion d'établissements éducatifs⁵⁰. Il est au faite de sa puissance au moment où l'URSS s'effondre, contrôlant un grand nombre d'institutions privées dans toutes les villes de Turquie, dont certaines

48. Certaines entreprises n'hésitant pas à organiser sur place, en coopération avec les ambassades et les agences TİKA, des cours de turc. Les associations d'hommes d'affaires turco-kazakhs (KATIAD) ou kirghiz (KITIAD) offrent dans le même sens des stages linguistiques sur place ou en Turquie.

49. Il est le président de la TGYV.

50. Il se situe dans la tradition piétiste de Said Nursi (1873-1960).

prestigieuses comme l'université Fatih et le collège Yamanlar. Cette communauté a bénéficié, dès son arrivée en Asie centrale en 1991-1992 d'un climat favorable aux échanges, et implanté dans chaque république de très nombreux établissements éducatifs et entreprises commerciales⁵¹.

Tableau 4 : Liste des établissements de Fethullah Gülen (Nurcu) dans les quatre républiques turcophones d'Asie centrale en 1997/1998

Pays	Nombre d'habitants (millions)	Nombre d'établissements <i>Nurcu</i>	Nombre d'élèves	Nombre d'enseignants venus de Turquie	Nom de la société et son siège en Turquie
Ouzbékistan	24	18	3 334	210	Silm, Bursa
Kazakhstan	17	29	5 644	580	Feza et Şelale, Istanbul
Kirghizstan	5	12	3 100	323	Sebat, Adapazarı
Turkménistan	4	15	3 294	353	Başkent, Ankara
<i>Total</i>	<i>50</i>	<i>74</i>	<i>15 372</i>	<i>1 466</i>	

Des établissements qui contribuent à différents niveaux à la turcophonie. D'abord parce que l'enseignement s'effectue en turc sous la tutelle de professeurs turcs et par le biais d'un internat obligatoire où la langue est assimilée sous la férule de tuteurs turcs. Dans chaque institution, des professeurs ouzbeks, kazakhs, kirghiz et turkmènes se mettent souvent au turc pour mieux collaborer avec leurs collègues de Turquie. Des séjours linguistiques sont offerts aux élèves. Les diplômés de ces écoles ont la possibilité de faire leurs études dans des universités turques et obtiennent après réussite des postes importants dans l'administration de leur pays. Le turc n'étant pas perçu dans ce cadre comme une langue d'art et de littérature, mais en tant que véhicule permettant de trouver rapidement un emploi dans une entreprise turque.

Même si un bon nombre de cercles laïques et l'armée se méfient de Fethullah et de ses disciples quant aux objectifs de ceux-ci sur le long terme, la diplomatie turque a instauré avec eux une coopération positive. L'attaché linguistique de chaque ambassade reste en contact étroit avec le directeur général des écoles Gülen. Le pragmatisme l'emportant au sein d'une administration qui, à l'origine, avait des réserves⁵². En d'autres termes : l'intérêt national s'est imposé.

51. Pour une appréciation plus complète, cf. Bayram Balci, *Les écoles privées de Fethullah Gülen en Asie centrale : missionnaires de l'islam ou hussards de la turcité ?*, thèse Institut d'études politiques de Grenoble, octobre 2001.

52. À part Turgut Özal qui soutint le mouvement dès le début.

Conclusion

Véritable tournant dans l'histoire de la république turque, l'intérêt d'Ankara pour l'Asie centrale a souvent été décrit en termes de retrouvailles avec des frères. Or, jamais les Turcs d'Anatolie n'avaient cohabité avec ceux d'Asie centrale. La rencontre de 1991 ne se caractérisait donc pas comme la fermeture d'une parenthèse ; c'était une ère nouvelle, marquée par la méconnaissance réciproque. Les Turcs manquaient par exemple de cadres russophones capables de concevoir une politique globale pour un ensemble de pays certes turquiques, mais très russifiés. Ankara se lança en Asie centrale plutôt dans une aventure conduite par des amateurs et de ce fait responsable de l'*échec turc* dans la région⁵³.

Pourtant : cette « politique » évolue progressivement dès 1994, et un haut degré de maturité qualifiera la démarche aux environs de 2000 ; qui se mesure à l'aune des représentations turques de la Russie, « rival » historique en Asie centrale et toujours considérée par les Ottomans comme une menace pour l'Empire, l'URSS restant perçue avec une même méfiance, globalement, par la République, surtout après l'engagement des deux parties dans la guerre froide. L'implosion de la seconde fut logiquement vécue par certains milieux turcs, notamment ceux qui étaient chargés de conduire la politique centrasiatique, comme une revanche. Ceci valant pour la période 1991-1994 : les Russes étaient la nation concurrente qu'il convenait de traiter avec prudence. Ensuite, ce sera la maturation. Par exemple quant à la langue russe, à l'origine méprisée et dont on pensait qu'elle allait disparaître d'Asie centrale : sa maîtrise est de plus en plus exigée des acteurs de la politique turque dans la région ; et la Turquie, comme en attestent les sites officiels Internet ou les publications destinées au monde turcophone, n'hésite plus à utiliser le russe⁵⁴ ; une ouverture au russe encore plus flagrante dans le secteur privé. Ceux des panturquistes qui haïssaient le plus la culture russe s'y mettent aujourd'hui. Ils clamaient « communistes à Moscou ! » dans les années 1970 et s'empressent maintenant de s'y rendre. Une conversion plus patente, encore, dans la communauté de Fethullah Gülen qui développe l'ouverture et le dialogue avec la culture russe par le biais des médias qu'elle contrôle : le journal *Zaman* en Asie centrale et la revue

53. Cf. Timur Kocaoglu, « Özbekistan ile Türkistan'daki Diğer Bağımsız Devletlerin Siyasi Durumu », dans Alaeddin Yalçınkaya, *Türk Cumhuriyetleri ve Petrol Boru Hatları*, Istanbul, Bağlam Yayınları, 1998, p.79-96.

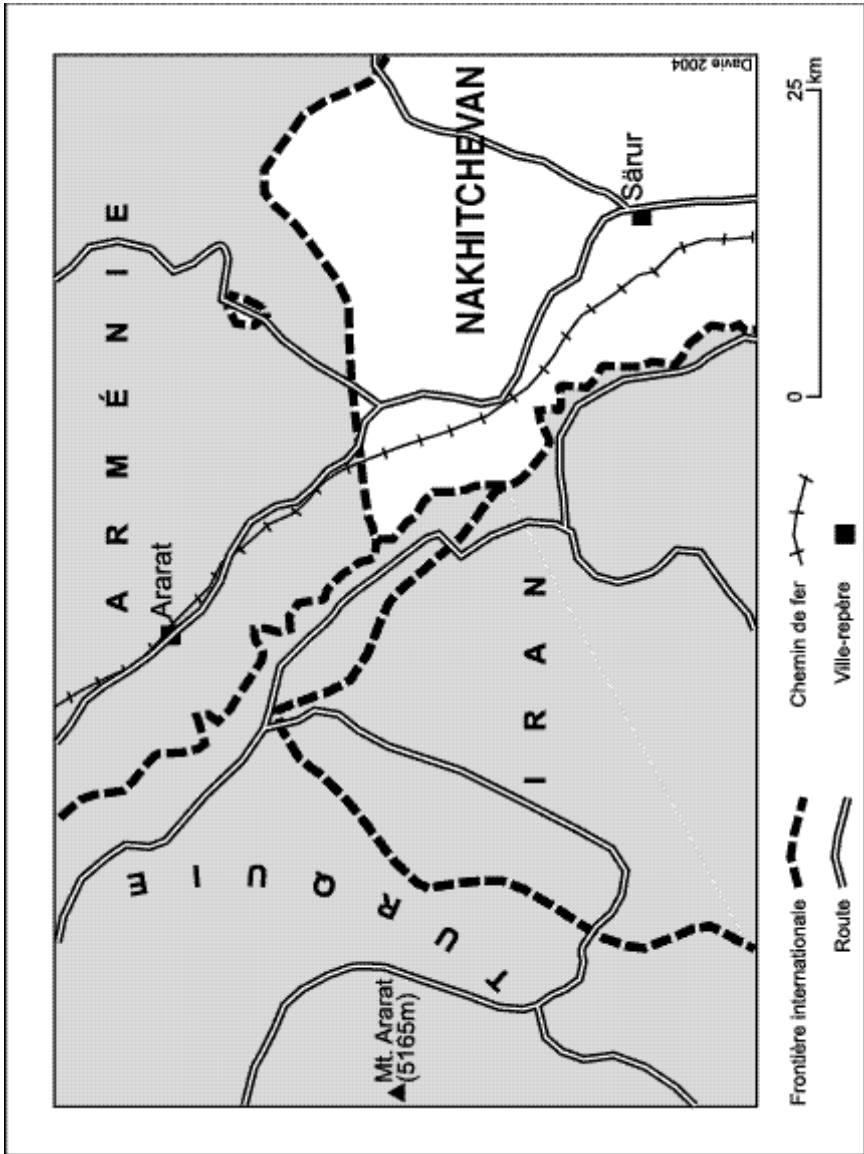
54. Exemple du site de l'organisation TÜRKSOY qui est depuis quelques années trilingue avec l'anglais. Ou encore l'agence TİKA qui promeut toujours davantage les publications de revues et de brochures en langue russe, www.tika.com.tr

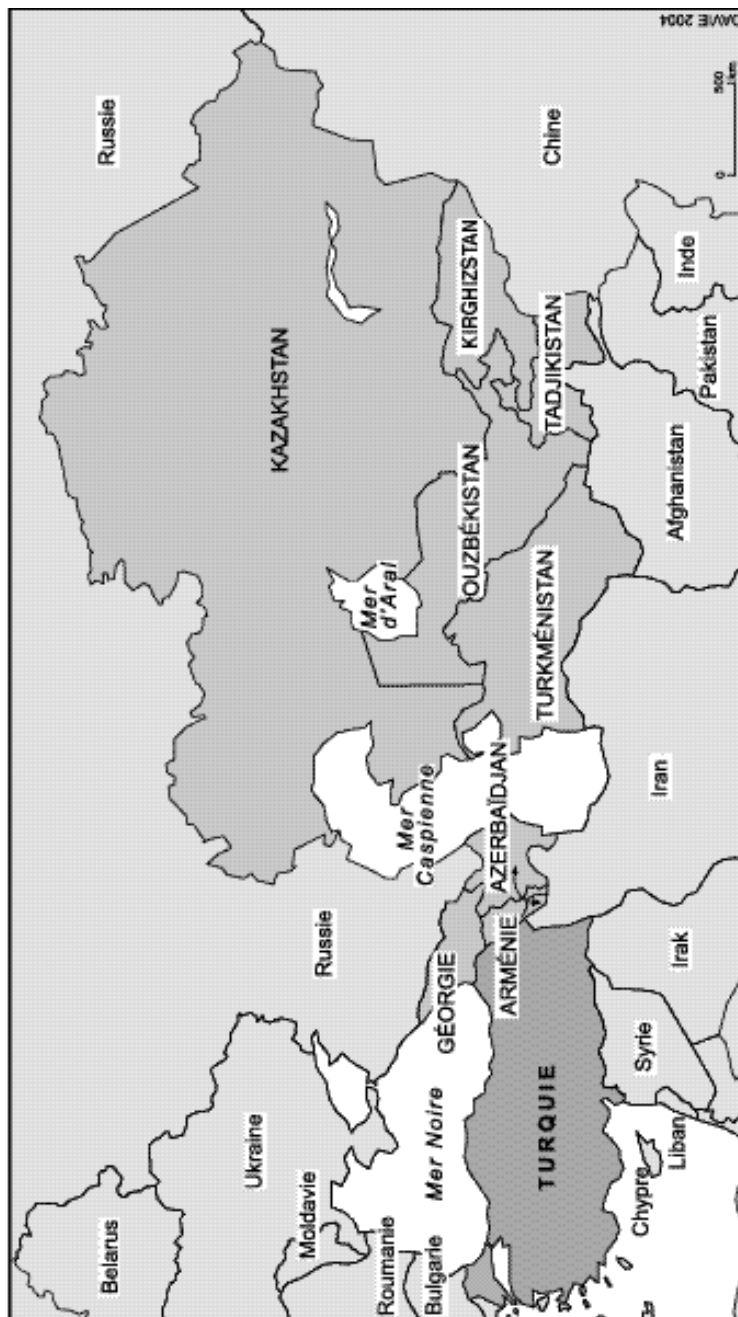
bilingue russo-turque *Da Diyalog Avrasya* en Turquie⁵⁵. Le dernier titre indiquant à l'envi l'orientation : un « eurasisme » géopolitique de concertation avec une Russie désormais considérée comme un partenaire indispensable dans la région⁵⁶. Ankara s'acheminant plus généralement vers une politique russe plus pragmatique⁵⁷, et les relations avec les républiques turcophones se normalisant sur des bases assainies. Les Turcs ont cessé de rêver d'un monde qui irait de l'Adriatique à la Grande Muraille de Chine ; ils composent désormais avec la Russie dans un XXI^e siècle placé plutôt sous l'angle de l'eurasisme que sous celui du turquisme.

55. Ouverture et dialogue sont curieusement des thématiques récurrentes dans la communauté pour séduire les différentes couches de la société. Fethullah Gülen leur a consacré des ouvrages et des prêches entiers. Cf. par exemple l'ouvrage de ses disciples Camlı Selçuk et Kudret Ünal, *Fethullah Gülenin Konuşma ve Yazılarında Hoşgörü ve Diyalog İklimi*, İzmir, Merkur Yayıncılık, 1999.

56. Cf. Busra Ersanlı, « Can Eurasia Be an Identity Issue for Turkish Foreign Policy ? », Ismail Soysal & Sevsen Aslantepe, *Turkish Views on Eurasia*, ISIS, Istanbul, 2001, p. 111-124.

57. Cf. Emine Gürsoy-Naskali et Erdal Şahin, *Bağımsızlıklarının Onuncu Yılında Türk Cumhuriyetleri*, Haarlem, SOTA, 2002.





Carte des Républiques d'Asie centrale et de la Turquie.

